

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Eurocommunisme et syndicalisme

«DISONS LA VERITE AUX OUVRIERS»

La réquisitoire de Giorgio Amendola
contre le P.C.I.

de R.C. HOOD

Le numéro du 9 novembre dernier, de l'hebdomadaire «RINASCITA», organe officiel du Parti Communiste Italien, a publié un article intitulé «Questions sur le cas FIAT», écrit par M. Giorgio Amendola, député du P.C.I. au Parlement italien et l'une des figures historiquement les plus représentatives de ce parti.

En réalité, M. Amendola a toujours été isolé au sein du P.C.I., non pas tant, peut-être, pour ses origines (son père était un authentique démo-libéral), mais pour sa rectitude universellement reconnue qui l'a amené à ne pas accepter passivement toutes les directives du parti et à exprimer ses critiques sans mâcher ses mots.

Mais les critiques avancées par Amendola ont déjà été, d'autres fois, à l'origine des retournements du P.C.I.

C'est ainsi qu'en 1955, après la défaite de la Confédération Générale Italienne du Travail (C.G.I.L.) aux élections syndicales des usines FIAT - le plus grand complexe industriel italien - et en 1964 avec son célèbre article «Un parti de gouvernement», ceci s'avéra.

Il est donc évident que son nouveau ré-

quisitoire contre la politique actuelle du P.C.I. a suscité, dans tous les milieux économiques et politiques, non seulement italiens mais également européens, un très grand intérêt et que sa sortie a même fait dresser les oreilles aux vieux hommes soupçonneux du Kremlin.

UN CHOIX DE VIE: L'HOMME AMENDOLA

Comment Giorgio Amendola, élevé dans un milieu démo-libéral et animé du tempérament fort de son père, est-il arrivé à ce choix communiste?

Lui-même l'explique, avec vigueur et simplicité, dans les dernières pages de son autobiographie «Un choix de vie» que les éditions Rizzoli ont récemment publiée.

Nous sommes en 1929; après avoir surmonté la crise causée par l'assassinat du leader socialiste Giacomo Matteotti, le fascisme se renforce et contraint ses opposants à émigrer ou à subir la perte de liberté.

Nous reportons, ci-après, un résumé de ce que Giorgio Amendola a écrit dans ces pages.



«La décision de rompre tout atermoiement et de m'inscrire au parti communiste ne fut pas prise à l'improviste; elle fut la conclusion logique d'un processus qui m'avait porté, par paliers successifs, vers les positions communistes. (...)

«Ayant échoué dans la tentative de donner une interprétation idéaliste du marxisme, j'acceptai le matérialisme historique comme la base d'une action de classe du prolétariat pour la défense de ses intérêts immédiats et pour la victoire d'une révolution prolétaire. (...)

«Le problème de l'Etat se posait en Ita-

lie d'une façon particulière, de par l'existence du fascisme, la destruction des libertés démocratiques et l'impossibilité d'exercer dans mon pays une politique démocratique d'organisation des masses.

«La faillite de la social-démocratie en Europe, le déplacement constant vers la droite, même des plus fortes, en Autriche et en Allemagne, toujours plus isolées dans les bastions ouvriers et incapables d'exercer une fonction hégémonique de transformation socialiste et de réaliser de vastes alliances avec les couches moyennes des villes et des campagnes, l'apparition



«des dangers fascistes, enlevaient toute crédibilité à une hypothèse social-démocratique (...). Dans tout l'Occident, les partis communistes m'apparaissent les seuls qui indiquaient une voie révolutionnaire. La simplicité schématique et la brutalité de leur propagande, l'âpreté même de leur polémique m'apparaissent comme la volonté de briser les liens du compromis opportuniste et de la soumission à la volonté des groupes dirigeants du capitalisme. (...)

«L'existence d'un seul pays socialiste, encerclé et pourchassé par la sainte alliance de l'impérialisme international, faisait coïncider la défense de l'U.R.S.S. avec la cause même de la révolution. Un centre mondial, l'Internationale communiste, réunissait tous les rangs de la révolution mondiale et donnait à tous les détachements nationaux la force d'une solidarité non seulement politique et idéale, mais également pratique et organisée. La dureté de l'Etat soviétique contre ses ennemis, la lutte même qui était conduite au sein du parti communiste soviétique rappelaient la sévérité jacobine de la grande Révolution française et étaient des motifs d'admiration pour les hommes de fer, les bolchéviques» (...)

Jusqu'aux années cinquante, le camarade Amendola a incontestablement été un staliniste et cette étiquette lui reste aujourd'hui encore même si, en réalité, cette position particulière commença à se gâter lorsque l'esprit démocratique, qui constitue le fondement de l'esprit de cet homme remarquable, commença à se rebeller à la brutale répression soviétique contre la tentative de la Hongrie pour la liberté.

C'est justement en cohérence avec les motifs qui le poussèrent, en 1929, à un choix communiste que Giorgio Amendola, qu'il veuille le reconnaître ou non, se trouve, aujourd'hui, sur d'autres positions.

Tout d'abord, désormais en Italie, le fascisme est une idée répudiée qui appartient au lointain passé et la classe ouvrière ne peut absolument plus être définie par le terme de «prolétariat», eu égard à la signification littérale et historique qu'a ce mot.

Même si la société italienne souffre encore de nombreuses imperfections, il est incontestable que le bien-être est désormais considérablement répandu parmi les mas-

ses, que la liberté démocratique y est indubitablement assurée et qu'il serait certainement possible d'y instaurer une politique social-démocratique d'organisation des forces de travail propre s'il n'existait pas un parti communiste misant sur un seul objectif: la destruction de l'organisation actuelle de l'Etat à travers la détérioration de tout son appareil, économique et social, pour parvenir à la conquête du pouvoir au sens le plus absolu, c'est-à-dire rester le parti unique du pays et, par suite, mettre fin à la démocratie et à la liberté.

Dans le domaine international, les situations se sont désormais renversées.

Aujourd'hui, c'est le social-impérialisme de Moscou qui pourchasse les démocraties, qui allume partout des foyers de guerre et qui constitue le danger le plus sérieux pour la paix.

C'est justement de l'évolution de la situation d'alors et de l'inclusion du communisme que naît chez Amendola le besoin de réviser la politique du P.C.I. qu'il a exprimé dans les critiques, écrites et orales, qu'il a lancées contre son propre parti.

LES FAITS ANTECEDENTS: 61 LICENCIEMENTS CHEZ FIAT

Turin est la ville d'Italie où est en cours la concentration la plus forte de masses ouvrières; elle est depuis toujours le bastion du syndicalisme métallurgique qui constitue le fer de lance du syndicalisme italien.

Mais Turin est également la ville où le terrorisme de gauche a provoqué le plus de victimes et où il exerce une action d'intimidation à l'égard des dirigeants d'entreprise à tous les niveaux, au point de frapper, par retombée, la productivité déjà fortement entamée à la suite des dégâts provoqués dans les fabriques et des sabotages sur les chaînes de travail.

FIAT a naturellement été la cible préférée et principale de l'action destructrice et le syndicat a commis la faute grave de ne pas oser intervenir au-delà des grilles de l'entreprise pour défendre la productivité, bien final dont les ouvriers tirent leur travail et, par suite, leur vie.

Vu la passivité des syndicats et l'état de tension qui s'était créé chez les cadres directoriaux, des chefs de maîtrise aux dirigeants de tous les niveaux, FIAT s'est vue contrainte de prendre la décision draco-

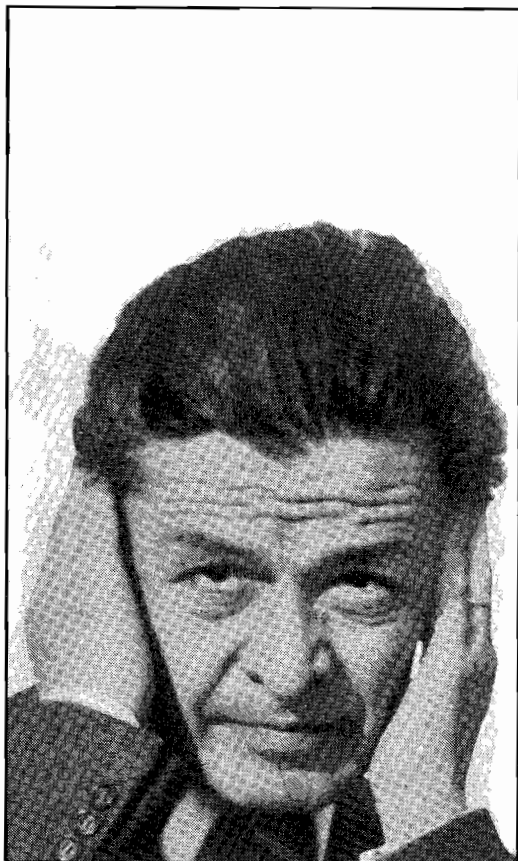
nienne de licencier 61 éléments soupçonnés de sabotage ou d'intimidation à l'égard des supérieurs directs.

C'est à ce point qu'est intervenu le syndicat en faveur des 61 ouvriers licenciés, sans même se donner la peine de vérifier, au préalable, leur éventuelle culpabilité; pour soutenir cette intervention, il proclamait une grève générale de protestation qui subit un échec retentissant, grâce au bon sens des travailleurs.

LA REQUISITOIRE D'AMENDOLA

Le sévère réquisitoire d'Amendola contre le P.C.I. et la C.G.I.L. a fait l'effet d'une bombe qui a provoqué dans les rangs des deux organisations, un scandale idéologique et politique sans précédent.

Amendola part, dans son écrit, du licenciement des 61 ouvriers de FIAT et de l'échec de la grève proclamée par les syndicats, pour examiner et mettre sur le tapis tous les plus gros problèmes qui affligent l'Italie.



C'est la crise générale de la société italienne qui angoisse cet homme politique honnête et il en souligne, dans son examen, les maux et les causes.

Le côté économique, dû à l'inflation, aux gaspillages, aux parasitismes et au continu rendement plus faible du travail, le côté moral concrétisé dans le refus du devoir et dans l'absentéisme, la dégradation de la vie en commun, compromise par le terrorisme et par la violence toujours plus répandue et, enfin, l'extrême faiblesse politique du pays avec des gouvernements qui ne réussissent pas à gouverner et des partis qui ne réussissent pas à exprimer une majorité stable et une opposition constructive.

La survivance même des institutions démocratiques est menacée dans une telle situation, remarque Giorgio Amendola; mais en affirmant cette vérité indéniable, M. Amendola ne démontre-t-il pas de s'apercevoir que telle est, en fait, le but final de son parti?!

Et c'est avec une ingénuité impétueuse

et honnête qu'Amendola regrette que le mouvement ouvrier - ni comme parti (c'est-à-dire comme P.C.I.), ni comme syndicat (c'est-à-dire la C.G.I.L., expression syndicale du P.C.I.) - n'ait pas fait tout ce qu'il pouvait et devait faire contre cet effondrement général de la société italienne.

La C.G.I.L., écrit Amendola, n'a pas dit la vérité aux ouvriers et le P.C.I., pour un respect mal compris de l'autonomie syndicale, n'a pas critiqué, comme il était de son devoir, les positions erronées du syndicat.

L'une et l'autre ont renoncé, par crainte révérentielle de toutes les formes de maximalisme (terrorisme y compris, donc), de se battre pour faire prévaloir les lignes politiques qu'elles s'étaient tracées, c'est-à-dire pour le syndicat la ligne décrite par M. Lama lors de l'assemblée générale de Rome à l'EUR, et pour celle du P.C.I. celle du compromis historique, c'est-à-dire l'organisation d'ordre qu'un parti doit avoir pour avancer des prétentions démocratiques de participation au gouvernement.

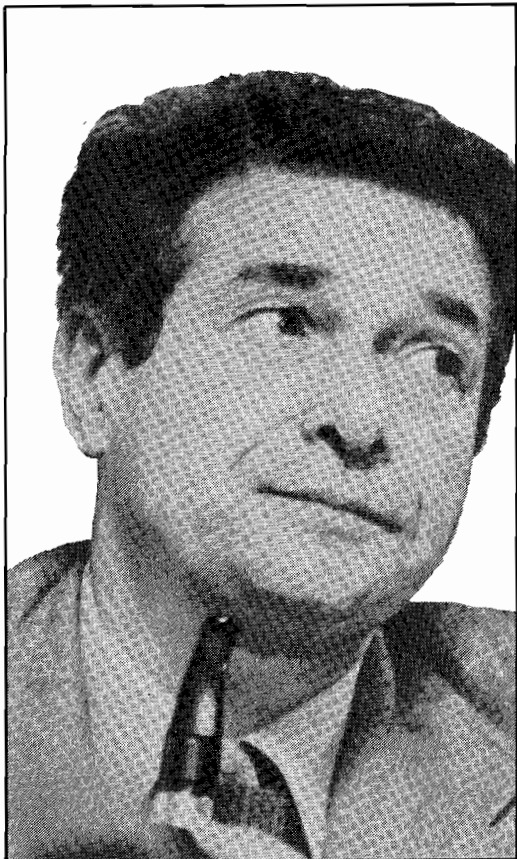
Cette situation, concluait Amendola, ne peut plus être tolérée. Le P.C.I. doit intervenir énergiquement (en vieux léniniste, Giorgio Amendola a toujours cru à une primauté du parti sur le syndicat); il est nécessaire, ajoute le vieux leader, non seulement de procéder à un effort autocritique sérieux, mais également de prendre des mesures draconiennes.

UN ISOLE OU UN PRECURSEUR?

Le débat qui s'est déroulé au siège du P.C.I. à la suite de la sortie d'Amendola a surtout été caractérisé par les réponses qu'il a apportées aux critiques qui lui ont été adressées par chaque secteur.

Le vieux leader communiste a répété, d'une façon une fois encore explicite, les hypothèses qu'il a formulées dans son article et a sollicité ceux qui sont intervenus à discuter sans aucune réticence les problèmes liés aux «fonctions de gouvernement de la classe ouvrière» et au rôle que devrait jouer le P.C.I. dans ce moment difficile que traverse la vie italienne.

«Que faisons-nous? - a-t-il demandé. On ne peut pas demander tout et le contraire de tout: augmentation de la dépense



«publique d'une part et déductions fiscales
«ou bloc des tarifs des services publics de
«l'autre. En un mot, si le parti communis-
«te et le mouvement ouvrier désirent blo-
«quer la course incontrôlée vers l'inflation
«sauvage, qu'ils mènent une lutte cohérente
«et aillent bien au-delà des simples affir-
«mations verbales.

«On affirme que je suis un isolé - a dé-
«claré Amendola aux journalistes en quit-
«tant le siège du parti - mais pour moi
«c'est le plus beau des compliments.»

Sur quoi se crée-t-il la sensation, par ailleurs répandue, que tout compte fait la sortie d'Amendola laissera, avec le temps, une marque qui portera ses fruits? Est-il réellement vrai, comme l'a écrit Rossana Rossanda dans «Il Manifesto», qu'Amendola «ne gagne jamais mais passe toujours»? Amis et adversaires du vieux leader communiste (aujourd'hui terriblement amaigri à cause d'une maladie grave) ne se lassent pas de répéter que si l'on considère les événements des quinze dernières années, les choses sont effectivement ainsi. Dès le lointain 1964, lorsque mourut Palmiro Togliatti, Amendola a toujours anticipé - souvent de nombreuses années auparavant - ce que serait devenue plus tard la ligne officielle du P.C.I. En 1964, il écrivit dans «Rinascita» que le modèle soviétique et celui de la social-démocratie avaient fait banqueroute et que la classe ouvrière italienne devait miser sur quelque chose de nouveau

tant dans l'organisation politique que dans la recherche même du socialisme. C'était une façon comme une autre de donner des contenus moins vagues à la formule de Togliatti sur la voie italienne vers le socialisme et il anticipait de quinze ans le débat sur la troisième voie. Dans la seconde partie des années 60, il mit sous accusation - le premier parmi les dirigeants communistes - le traditionnel jugement sur la C.E.E., considérée alors comme un instrument des monopoles et fut le précurseur du virement en faveur de l'Europe du P.C.I. lors des années 70.

A la fin des années 60, alors que de nombreux communistes ne pensaient encore qu'en termes d'opposition, il écrivit dans «l'Unità» un article dont il voulut que le titre soit «Le P.C.I., parti de gouvernement»; en outre, comme responsable de la section économique et comme président du CESPE, il jeta les bases de cette ligne de politique économique, fondée sur les réformes, la programmation, le choix méridionaliste, la lutte contre les égoïsmes syndicaux, qui deviendra ensuite la ligne de tout le parti après les célèbres articles avec lesquels Berlinguer inaugura, en septembre 1973, au lendemain du coup d'Etat au Chili, la politique du compromis historique.

C'est pour toutes ces raisons que, si le passé a un sens, dire d'Amendola qu'il est hors jeu est pour le moins hasardeux.

R.C. H.

Bulletin européen

A B O N N E M E N T S

Italie:

ordinaire	lire	6 000
de soutien	lire	30 000

Pays extra-européens:

ordinaire	USA \$	20
de soutien	USA \$	60

Autres pays européens:

ordinaire	ff.	50	(ou contre-valeur dans une autre
de soutien	ff.	250	monnaie européenne - ou dollars)

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1980. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du «Bulletin Européen» - Foro Traiano, 1/A Rome.

JEAN-PAUL II MESSAGER DE LA PAIX

de S. van Dych

« **A**u cours du second millénaire, les Eglises s'étaient comme figées dans leur séparation. Puisse l'aube de ce nouveau millénaire se lever sur une Eglise qui a retrouvé sa pleine unité! ».

C'est par ces phrases que le Pape Jean-Paul II exprima à Istanbul, en la basilique latine du Saint-Esprit, son angoisse que vienne l'heure de l'unité et celle de l'eucharistie. Jeudi 29 novembre, le Pape prononçait ces phrases le deuxième jour de sa visite historique en Turquie, qu'il avait placée sous le signe de l'unité des Eglises d'Orient et d'Occident.

L'importance de cette démarche ne fait pas de doutes, mais elle a été interprétée de diverses manières et reçue avec des sentiments assez différents. Pour nous, européens, ce qui compte réellement c'est que l'oecuménisme représente une des voies à parcourir pour arriver à la paix et à l'unité dont tout le monde a tellement besoin, aujourd'hui plus que jamais. Maintenir la division des chrétiens en orthodoxes, catholiques, protestants signifie supporter un héritage anachronique et absurde. Il nous semble que cette séparation ne dérive pas de nécessités objectives et ne constitue pas du tout un mal inévitable. L'humanité chrétienne affligée par tant de maux inexorables peut vraiment se débarrasser d'un obstacle évitable.

D'autre part, l'unité de tous les chrétiens offre une prémisse d'une valeur inestimable pour réaliser une véritable unité européenne; car l'Europe est un continent

chrétien et c'est aussi sur cette base religieuse que doit être construit l'édifice du futur continent unifié.

Et puis il y a l'importance de l'oecuménisme comme arme des plus efficaces contre le communisme, doctrine anti-européenne et, au fond, anti-humanitaire. Développer et cultiver l'esprit religieux dans les masses est une action entreprise avec beaucoup de courage et d'énergie par le nouveau Pape, et il faut lui en savoir gré.

Dans le sillage de la tradition

Jean-Paul II messager de la paix: dans ce rôle, il est fidèle à sa tradition et à celle de l'Evangile. Jean-Paul II se place dans le sillage de Paul VI, qui avait rendu visite au patriarche Athénagoras à Istanbul en juillet 1967, avant de recevoir celui-ci à Rome en octobre de la même année. Trois ans auparavant, en janvier 1964, le pape et le patriarche s'étaient rencontrés une première fois à Jérusalem; l'année suivante ils avaient levé simultanément les anathèmes que leurs lointains prédécesseurs (le pape et le patriarche Michel Cérulaire) avaient lancés en 1054; ce fut l'origine du schisme entre Orient et Occident. « Je souhaite que mon voyage en Turquie rappelle à tous les catholiques - a déclaré Jean-Paul avant de partir pour Ankara - le devoir sacré d'oeuvrer pour l'unité des Eglises d'Orient et d'Occident, séparées depuis le grand schisme du onzième siècle ».

Pour mieux connaître les détails des é-

vénements et des préparatifs qui ont précédé la rencontre et l'embrassade entre Paul VI et Athénagoras I, nous renvoyons nos lecteurs au livre *Les Pacificateurs*, édité en grec et en français par la Fondation Européenne Dragan.

Les obstacles théologiques

Depuis le schisme les relations entre les Eglises catholique et orthodoxe ont été le plus souvent tendues. Sur le plan doctrinal, les principales différences qui les séparent sont:

- le dogme de l'infailibilité du pape, promulgué en 1870 par le concile Vatican I, et
- le dogme de l'Immaculée Conception de la Vierge, proclamé en 1854.

D'autres controverses théologiques, telles que la « procession » du Saint-Esprit du Père ou bien du Père et du Fils, ainsi que le mode de consécration de l'eucharistie, semblent ne plus tellement faire problème.

Le successeur d'Athénagoras, Dimitrios I, a obtenu l'accord de toutes les Eglises orthodoxes pour qu'une commission théologique mixte, mise en place par les Eglises catholique et orthodoxe, engage un dialogue sur le fond; les membres de cette commission se sont déjà réunis séparément pour préparer le travail commun qui portera d'abord sur les sacrements.

Jean-Paul II et Dimitrios I, l'ultime étape vers l'unité

Les observateurs de la politique du Vatican ont remarqué chez Jean-Paul II une certaine impatience à accomplir l'unité des chrétiens; on lui a déjà reproché d'être un visionnaire peu réaliste ou bien de vouloir s'imposer comme personnalité politique prééminente à l'Ouest comme à l'Est. Il nourrirait l'espérance - ou l'ambition - de provoquer partout la ferveur, la dévotion, l'enthousiasme populaires que lui avaient manifestés les foules catholiques de Pologne, du Mexique ou d'Irlande.

Nous ne croyons pas que le pape slave puisse être accusé de manque de réalisme. « Il sait - lit-on dans *«Le Figaro»* du 30 novembre - que son dessein pacifique n'a



quelque chance de se concrétiser, aussi bien face au réveil des extrémistes de l'Islam que face au tout-puissant empire communiste, que si la force de sa parole s'appuie sur une autre force: celle d'une chrétienté retrouvée, physiquement et moralement « regonflée » et d'abord guérie de ses déchirements fratricides. Une chrétienté enfin crédible, rayonnante, que l'on respecte de l'Ouest à l'Est, mais aussi chez les « infidèles ». La visite en Pologne - défi exemplaire - a montré ce que peuvent des chrétiens unis et résolus. Ce que peut l'esprit dans un monde hostile. En cherchant à rassembler dans l'unité et sur sa politique médiatrice les orthodoxes du patriarche Dimitrios dont le poids spirituel n'est pas négligeable ... le Pape fait un nouveau pari ».

Le pape est venu à Constantinople prier avec son frère Dimitrios en la fête de saint André, frère de l'apôtre Pierre. Le souvenir de la solennelle liturgie célébrée par les chefs spirituels des deux Eglises restera ineffaçable. Le pape a chanté en latin au coeur de la messe et à la demande du patriarche le Notre Père, « Demain, a déclaré Dimitrios, nous boirons au même calice ».



Les perspectives immédiates

Dans une déclaration commune, le pape et le patriarche ont annoncé l'ouverture du dialogue officiel entre les deux Eglises; ils ont affirmé de nouveau leur ferme volonté de faire tout ce qui est possible pour hâter le jour où la pleine communion entre l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe sera rétablie et «où nous pourrions enfin concélébrer la divine eucharistie». Jean-Paul II souhaite que le progrès s'accomplisse par des actes concrets réciproques dans l'action pastorale: «Il ne faut pas avoir peur de reconsidérer des règles canoniques qui ne correspondent peut-être plus aux résultats du dialogue de la charité et aux possibilités qu'ils ont ouvertes». Il propose la règle d'or inspirée de l'Ecriture: «Ne rien imposer qui ne soit nécessaire».

A peine rentré de Turquie, le pape a fait publier la liste des trente et un membres catholiques de la commission mixte chargée de préparer l'unité entre les deux Eglises. Côté orthodoxe, vingt-trois membres sont déjà nommés, parmi lesquels le représentant du patriarcat de Constantino-

ple et ceux des principaux patriarcats du monde (Alexandrie, Antioche, Jérusalem, Moscou, Belgrade, Bucarest et Sofia).

La tâche de la réunification des chrétiens apparaît plus urgente que jamais et, heureusement, leurs chefs spirituels s'en rendent compte. Toutefois la gravité des obstacles ne doit pas être sous-estimée. L'enthousiasme après la visite du pape à Constantinople serait déplacé et, en tout cas, prématuré. Ce qui doit être vaincu n'est pas seulement un certain nombre de dogmes, mais la longue tradition de la rupture, le manque du sentiment de la nécessité d'abolir les obstacles. Ce qui nous donne, quand même, du courage, c'est la constatation que partout dans le monde chrétien on assiste depuis quelque temps à un renouveau de la religion. Puissent les dirigeants des Eglises chrétiennes savoir canaliser ce sentiment puissant et spontané vers la conscience de l'unité de tous les chrétiens, vers la formation d'une mentalité commune, au-delà des barrières naturelles représentées par les traditions et les cultures nationales, régionales, etc.!

S. van D.

L'ISLAM: FACTEUR DE DEVELOPPEMENT?

de FRANCIS DESSART

Le fait circonstanciel que les pays musulmans se situent dans la catégorie des nations en voie de développement, a souvent amené certains commentateurs à une généralisation abusive: l'Islam serait un facteur de sous-développement. Autrement dit, si les pays musulmans ne sont pas développés, ils le doivent à de prétendues tares inhérentes à leur religion: le fatalisme et le fanatisme notamment...

Fruit d'une approche totalement erronée, voire agressive, à l'égard de l'Islam, un tel raisonnement provient - comme tant d'autres - d'un manque total de volonté de s'informer objectivement sur les réalités islamiques.

Avant d'envisager les rapports entre l'Islam et le développement, il semble opportun de définir - même brièvement - d'une part l'Islam, d'autre part le développement.

L'Islam est avant tout une religion instituant une certaine forme de rapport entre les hommes et le Divin. Mais il est aussi - dans sa projection historique et sociologique - communauté et société.

Le développement - notion relativement récente - nous paraît devoir être considéré dans son ultime signification comme une politique de l'humain, dont l'économie n'est en fait qu'un facteur parmi d'autres. De par sa finalité, le développement agit dans la perspective d'une amélioration des conditions de vie des hommes, de la promotion individuelle et collective.

Le refus de réduire le développement à ses seules dimensions économiques et de

le confondre avec la croissance permet de se détacher d'un matérialisme trop outrancier et d'envisager, par le fait même, les aspects culturels, voire spirituels, du développement.

Le développement d'un pays musulman doit se comprendre dans le contexte d'une société plongeant ses racines dans une histoire bien définie socialement et spirituellement. Sous peine d'un hiatus dangereux, il ne peut être question pour un pays musulman de copier purement et simplement des modèles de développement étrangers. Le schéma strictement marxiste au Yémen du Sud est là pour illustrer deux échecs parmi d'autres.

Au niveau des processus de mutation sociale et d'intégration des données les plus positives de la modernité, l'Islam peut intervenir. Dans le cas d'un réformisme social actif et intelligent, ainsi qu'au niveau d'un essor économique nécessaire, l'Islam peut accélérer le démarrage de l'économie et sa croissance tout en sauvegardant la juste répartition des bénéfices de cette croissance et une saine équité sociale déjà formulée nettement dans le Message du CORAN.

Un exemple est utile à évoquer: celui de la planification adoptée par l'ensemble des pays musulmans. Le fait - passé inaperçu au dehors - que les populations musulmanes aient d'emblée accepté les impératifs de la planification - du moins dans les limites du supportable et en refusant l'insinuation collectiviste au sens marxiste de ce terme - est la preuve que cette donnée non seulement n'est pas nouvelle mais s'insère par-

faitement dans les structures juridiques, sociales et mentales de l'Islam. Structures capables de beaucoup de souplesse et, partant, susceptible de favoriser un développement harmonieux et global.

Soulignons, à toutes fins utiles, les encouragements de l'Islam à la mise en valeur des terres et les facilités juridiques accordées aux initiatives dans ce sens. D'autre part, sans remettre en question le refus de l'usure par la religion islamique, les dispositions actuelles des pays en question rendent aisés les crédits et les prêts, assouplissant ainsi certains aspects de la tradition au profit des efforts de mise en valeur des potentialités nationales.

Ayant connu dans un passé encore récent un essor prodigieux, la société musulmane a vu son développement retardé par les interventions étrangères. C'est ainsi que l'économie des pays musulmans, jadis convergente, s'est muée en addition d'économies divergentes axées sur les volontés des pays colonisateurs ou protecteurs sans souci du réel bien-être des populations concernées.

Après avoir compromis le développement normal du Dar al-Islam par la colonisation, les puissances étrangères - et même leurs penseurs progressistes ou présumés tels - cherchent maintenant dans l'Is-

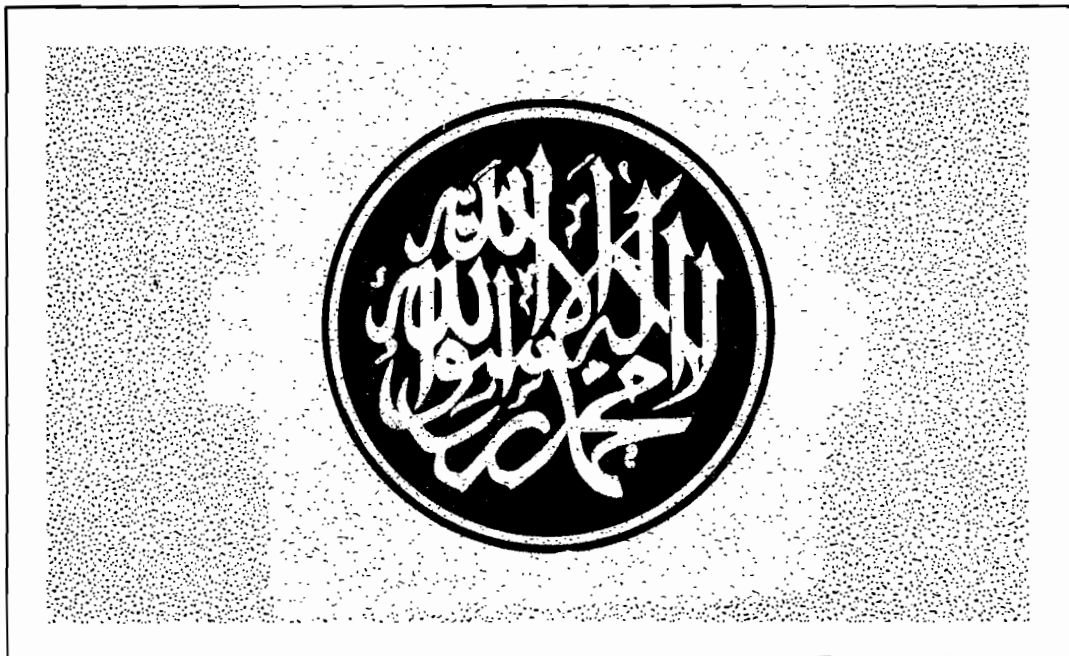
lam le bouc émissaire à une situation de sous-développement!

D'autre part, il faut se garder de confondre la Tradition (dans son sens le plus sacré: celui illustré par Guénon et Schuon par exemple) et des traditions parfois sclérosées, souvent artificielles, sans base spirituelle réelle et ne servant peut-être qu'à assouvir les manies de certains clans ou privilégiés.

Religion de l'équilibre et du juste milieu, l'Islam s'est vu parfois dénaturé. Il le fut par les potentats ottomans comme il l'est aujourd'hui par les pseudo-«marxistes-islamiques» et par les obsessions d'un Khomeiny. La solution n'est ni dans une imitation des USA ou de l'URSS, ni dans un intégrisme rompant avec les traditions de tolérance de l'Islam intrinsèque. Elle semble se trouver dans la volonté de pleinement assumer sa foi et la modernité.

Comme l'a précisé le penseur Malek Bennabi, la foi est l'élément irremplaçable capable d'opérer chez l'homme, au niveau de sa pensée et de son action, les mutations les plus inattendues. Le XV^e siècle et l'Hégire marquera probablement une nouvelle mutation du monde musulman, notamment au niveau du développement et du dialogue tant euro-arabe qu'islamo-chrétien en un large oecuménisme.

F.D.



Lettre ouverte à une élue européenne

de LOUIS DARMS (1)

Madame mon Représentant, rassurez-vous: je ne dévoilerai de notre rencontre, dans le secret de l'isoloir, ni votre nom, ni celui de votre parti.

Voici le mot que vous auriez trouvé sur mon bulletin de vote, si ce genre de communication ne nous était interdit:

«Il y a des choses que vous, les femmes, vous connaissez mieux que quiconque. Un sacrifice initial peut être fondateur, comme dans le sursaut d'énergies qui mobilisent le consommateur européen. Il peut aussi être stérile lorsqu'il s'agit de vous faire rafler par les partis la présidence et huit des sièges sur les soixante-cinq que vous, les femmes, avez reçus de nous, les électeurs. Quoiqu'il en soit, je compte sur vous. Attaquez d'abord les vrais gaspillages et les faux chômages. Sans les gamineries de nos partis (prix) et de nos Groupes de (dé)pression, mieux vivre ne signifierait plus brûler autant de pétrole; retrouver le goût de vivre, chez nos grands enfants, impliquerait de tuer les malthusianismes actuels du marché mondial de l'emploi. Rebiffez-vous, criez, mais rappelez-leur surtout que politique signifie art d'équilibrer la délicate relation entre culturel et écono-

mique; ce qui exige d'éviter soit de soumettre économie à culture, comme l'ont fait nos Etats, soit l'inverse comme le fait notre Marché commun. Mais un doute succède à mon choix: Pourriez-vous dire cela?».

Les experts en politiques prétendent que nous avons mal voté, nous les 185 millions de maladroits! Il paraît que la pièce était bonne, et bien jouée, mais qu'une fois de plus, c'était nous, le public, qui étions mauvais, les 7 et 10 juin.

Sans doute avons-nous mal compris votre geste mendiant de voix pseudo-européennes? Voulez-vous nous dire: «Qu'est-ce que je fiche ici? Essayez-moi plutôt de Strasbourg.» ou, au contraire: «accordez-moi le prestige d'élue supranational; ce surplus d'autorité m'incrusterait ici...?».

Comment savoir? La Communauté-Spectacle vous promenait, du Groënland à la Sicile, comme des vedettes, rapidement grimées, en trois actes:

Acte 1: La Commission des communautés européennes, débarbouillée de son étiquette de «Haute Autorité», doublait son information permanente d'une Campagne multi-média. L'Elan de son Envol nous a

1. *Secrétaire général de la Fédération des Electeurs Européens, Professeur à l'I.A.D. et à l'I.H.E.C.S. (Belgique).*

réveillés. Ce beau sigle ornithologique a pondu quelques oeufs(ropéens) supplémentaires.

Acte 2: Les Mass-Média, pateaugeant à l'abreuvoir, ont ruminé et déminé les communiqués, à leur compte-gouttes habituel: dix lignes imprimées pour cent pages stencillées, quarante-cinq secondes diffusées pour trois heures de discours. Les poubelles de la Presse sont forcément mieux nourries que nous, ses cibles vivantes: elles peuvent recevoir, à fonds perdus, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, elles!

Les journalistes, imprimés ou télévisés, se sentent juges des politiciens, quand ils n'en sont pas... mercenaires ou concurrents!

Acte 3: Le quatuor des Imbattables grands partis déménage ses chanteurs et décors du café-théâtre national à cet immense plateau qui lui tombe du ciel, tous frais payés (par nous, soyez tranquille!). Mais le nouvel écho vibre mal aux vieux répertoires.

On dirait une campagne électorale nationale qui serait conduite exclusivement par des listes d'intérêts communaux travaillant dans leurs mairies respectives. Incohérentes mesquineries! Aucune tendance obsessionnelle au respect de nos volontés démocratiques. Les chicanes pleuvent qui coïncident en cul-de-sac des millions de nos voix; les cinq pour cent libéralisent l'avortement des futurs partis.

Le refus de nos procurations punit voyageurs entreprenants et vacanciers non conformistes. Les listes «ça-ou-rien» brisent l'impertinence de nos choix nominatifs.

Nos applaudissements manquaient de nerf? C'est que pour nous, habitants de l'Europe sans frontières, privés de guerres civiles et de boycottages fraternels depuis un quart de siècle, vous, nos «hommes d'Etat», faites un peu rétro: vous en êtes encore là! Que faire pour que vous nous rattrapiez? Comment vous tenir à l'oeil, malgré notre avance?

La Fédération des Electeurs Européens vous a écrit, à vous nos mandataires, une lettre d'accueil et de bienvenue à Strasbourg. Vous y lirez une proposition bien honnête de remplacer les Annales Parle-

mentaires par la Vidéo de séances, cette caméra moderne qu'eût tenue le poignet inlassable de Thomas Hansard, au lieu d'un crayon, si le Parlement initial était né au XXe siècle. Ces films, facilitant notre Droit de Regard et une analyse plus sérieuse de vos comportements par des laboratoires de Sciences humaines, amélioreraient notre dialogue et nous rendraient moins maladroits en 1984, quand nous devons vous remplacer ou - qui sait? - vous réélire, preuves à l'appui.

Le soir du 10 juin, à la rotonde du Berlaymont, Etienne Davignon a lâché: «Nous devrions mieux vendre l'idée de l'Europe». Vendre est une action psychologique. Acheter est un acte logique, déjouant les séductions des vendeurs. Face au Marketing politique des conseillers en rentabilité électorale, nous avons choisi nous, vos consommateurs avisés, de miser notre bulletin de vote dans l'urne, aussi intelligemment que notre billet de banque dans le magasin. La raison du plus faible a des sentiments que le coeur des plus forts ignore. Aidez-nous à créer notre Banque Européenne de Données comparatives sur nos parlementaires, pour voir si vous nous représentez, nous, ou au contraire, ces «statocrates» et «eurocrates» qui veulent nous manipuler, vous et nous.

Entre Parlement et Commission, c'est, bien sûr, à vous de vous répartir, comme vous l'entendez les rôles de cavaliers et de canassons. Mais n'oubliez pas que nous sommes obligés, nous vos citoyens - électeurs - contribuables d'être à la fois et simultanément, les pistes foulées par votre course, les parieurs de votre tiercé, et vos propriétaires aux jumelles, sélectionnant, admettant, élisant, éliminant, disqualifiant, pour la prochaine.

En voilà beaucoup pour un seul homme... de la rue.

Vous comprendrez notre désir d'intercaler dans notre processus de prise de décision, de bonnes photos, du départ au poteau. L'Eurothermomètre, cheminant de vos promesses à vos réalisations, nous intéresse. Il y va autant de notre santé mentale collective que de la transparence fonctionnelle de notre nouvelle société. Notre avenir n'est pas un jeu de hasard... ni de dupes.

Euroshima... thématiquement vôtre.

L. D.

M. Franz KARASEK

le nouveau secrétaire
Général du
Conseil de l'Europe



Le premier octobre, M. Franz Karasek a pris ses fonctions de *Secrétaire Général du Conseil de l'Europe*, charge qui lui fut assignée par élection le 8 mai 1979. C'est la consécration officielle des mérites et de la capacité de ce grand européen, après dix ans d'activité intense et féconde dans divers organismes internationaux et pour la cause de l'unification européenne, et trente ans d'activité politique dans sa patrie, l'Autriche.

M. Franz Karasek est né le 22 avril 1924 à Vienne et fit ses études universitaires dans sa ville natale et à Paris. Il est docteur en droit. Sa carrière commence en 1952 comme fonctionnaire au Ministère des Affaires Etrangères; il fut secrétaire des Chanceliers Fédéraux Figel et Raab, conseiller aux Ambassades d'Autriche à Paris et Mos-

cou, chef de cabinet du Chancelier Fédéral Klaus et, entre 1966 et 1970, directeur général pour les relations culturelles étrangères au Ministère Fédéral de l'Education. Depuis 1970 il est député au Parlement de Vienne.

Parmi ses fonctions internationales nous mentionnons: membre de la Délégation autrichienne à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (depuis 1972), vice-président de cette Assemblée (1973-1974), rapporteur général de la Commission des questions politiques de la même Assemblée (1974-1976).

Lorsque la Fondation Européenne Dragan présenta en 1971 l'avant-projet d'un *Traité pour une Communauté Culturelle Européenne*, M. Karasek était membre de la Commission de la culture et de l'éducation du Conseil de l'Europe (il en fut élu Président en

1974) et fut chargé, en tant que rapporteur, d'examiner ce projet. En 1976 il participa à titre personnel aux travaux du Colloque organisé à Rome par la Fondation Européenne Dragan sur le même thème.

Il est important de mentionner aussi l'activité déployée par M. Karasek comme membre de la Délégation autrichienne auprès de l'Assemblée Générale des Nations Unies (depuis 1970) et comme membre du Conseil de l'Union inter parlementaire, dont il préside depuis trois ans la Commission pour les questions juridiques, parlementaires et de droits de l'homme.

Le «Bulletin Européen» félicite M. Franz Karasek pour sa récente élection et lui fait ses meilleurs voeux pour l'accomplissement des nouvelles tâches qui l'attendent.

B.E.

Les problèmes
de la Communauté européenne

L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

de PAUL van OYE

La crise qualitative de l'enseignement

En plus d'une crise quantitative (1), les universités européennes, et l'enseignement supérieur en général, traversent une crise qualitative.

Nous tâcherons de dégager les causes de cette crise en tenant compte du fait qu'elles sont, parfois, la conséquence de la brusque récession conjoncturelle qui frappe nos pays depuis plusieurs années.

Un des premiers phénomènes qu'il nous faut signaler est la crise des finalités par rapport aux besoins, non seulement de nos sociétés, mais surtout de ceux des individus.

Nos sociétés sont en perpétuelle mutation, cherchant de nouvelles voix afin de répondre à un marché de l'emploi instable. C'est ainsi que certains responsables politiques souhaitent voir le secteur «quartaire» - secteur des prestations de services non commerciales - se développer sans pour autant fixer les modes de financement d'un tel secteur.

La Communauté européenne compte, à l'heure actuelle, quelques six millions de chômeurs et il est à craindre qu'à ce nombre ne s'ajoute, à moyen terme, quelques neuf millions supplémentaires de demandeurs d'emploi (2).

Cette nouvelle voix - le secteur quartaire - n'est que la résultante du transfert de nombreux secteurs d'activité du monde occidental riche vers les pays où les salaires sont bas. Dans cette optique, et à condition de bien vouloir lutter contre l'évasion de la recherche des Universités vers des organismes étatiques ou étrangers assurant des conditions de travail plus stables, il faudrait assurer l'accroissement des moyens pour la recherche fondamentale.

Cette dernière, parce que non justifiable à court terme, déclenche des rapports de plus en plus tendus entre l'enseignement supérieur et l'environnement d'une part, et, d'autre part, entre l'université et la société. C'est, en partie du moins, dû à un manque de diversification et d'actualisation. En effet, l'enseignement est généralement excessivement

1. van OYE, Paul, «Crise des Universités européennes: causes et remèdes», *La Pensée et les Hommes*, 1978/11, pages 279 et suiv.
2. DEN UYL, Joop, «Proposition sur le plein emploi», *Xe Congrès de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté européenne*, Bruxelles, 10 janvier 1979.

cloisonné, hiérarchisé, compétitif, étroitement spécialisé et insuffisant quant à la dimension requise pour faire face à la demande.

L'enseignement supérieur manque de contact avec la vie professionnelle à laquelle il est destiné. L'enseignement est souvent constitué par des professeurs titulaires, full-time. De plus, le manque de participation de la part des étudiants est pour favoriser cette situation. Bien que réclamant le droit à la participation, ils se contentent de critiquer «l'université-parking» qui les rejette en abondance, après quelques années, sur le marché du travail. Mais, ils veulent participer de plein droit à leur formation, en tant que sujets et non en tant qu'objets de celle-ci. De telles tentatives ont été faites en 1968-69 et on sait à quoi elles ont abouti!

Néanmoins, une évolution positive se dessine. En effet, on constate une marche progressive vers l'éducation recorrente, laquelle sera aussi importante que l'éducation post-secondaire; les études universitaires traditionnelles et les autres formes d'enseignement supérieur convergent et sont en passe de mieux s'interconnecter.

Parallèlement, les cycles courts sont en train de se développer et de remplacer partiellement les cycles longs, bien que les premiers soient encore déconsidérés par rapport aux seconds.

Les problèmes de la recherche scientifique et les stratégies y afférentes

La recherche scientifique fondamentale réside dans son extension et son approfondissement du savoir scientifique dans toutes les directions. Le domaine des technologies nouvelles présente, par excellence, le terrain de nouvelles idées et ressources pour l'avenir.

Aussi, cette recherche fondamentale ne devrait-elle pas trop souvent se limiter à l'investissement privé, mais devrait être organisée et financée par l'Etat; ceci dans un but d'intérêt général et sous contrôle démocratique. Ainsi supportée, elle devrait trouver une plus large et meilleure place.

La préparation au travail de recherche devrait, par ailleurs, déjà s'effectuer au niveau de l'enseignement secondaire - où l'école globale intégrée offre à cet effet les meilleures dispositions - et, même si au niveau de l'université une orientation et une sélection rigoureuse s'avèrent nécessaires afin de garantir une meilleure promotion de chercheurs qualifiés, elles ne pourraient s'effectuer au moyen du «numerus clausus».

Suivant les objectifs spécifiques de la recherche publique ou privée, celle-ci devrait être coordonnée et divulguée par le Gouvernement, l'Université ou autres autorités officielles. Des contrats, des options d'achat et des exemptions financières de la part de l'Etat devraient promouvoir la recherche dans un but d'intérêt général. En programmant des travaux nationaux de recherche scientifique, les ministres responsables devraient se faire assister par un comité regroupant producteurs et consommateurs.

Enfin, la collaboration internationale en matière de pollution, énergie et trafic aérien - par exemple - serait à intensifier. Même si les résultats ne sont pas probants, l'Europe des Neuf offre un terrain idéal à la coopération scientifique. Les différents gouvernements de la Communauté européenne devraient pouvoir coordonner davantage leurs efforts en vue d'une recherche commune dans les domaines de l'informatique, de l'espace et du nucléaire.

Conclusion

Pour survivre, l'Université, et l'enseignement supérieur en général, d'un point de vue européen, devrait être affectée d'une nouvelle mission, à savoir:

- fournir les cadres nécessaires aux besoins économiques nationaux réels et un recensement de ces besoins s'avère nécessaire;
- être un très large distributeur permanent de culture;
- s'interpénétrer avec le monde du travail au moyen de stages pratiques;
- la «rentabilité sociale» devrait remplacer la rentabilité stricto sensu.

P. van O.

LES THRACES

Histoire ancienne
de
l'Europe

de H. MÜLLER

Le Deuxième Symposium International de Thracologie, organisé par la Fondation Européenne Dragan, s'est ouvert à Rome, dans la salle de réunions de la Fondation, le soir du 12 novembre. Les personnalités scientifiques et culturelles et le nombreux auditoire qui y étaient présents soulignaient dès le début l'importance de cette manifestation, si originale et si stimulante par la synthèse qu'elle proposait entre l'étude de l'histoire ancienne et la recherche des voies meilleures vers l'unification de l'Europe.



Née en 1977, toujours à Rome, la tradition des symposiums de Thracologie organisés par la Fondation Européenne Dragan soutient et renforce les efforts de savants éminents qui ont décidé de se rencontrer tous les quatre ans dans des *Congrès internationaux* dédiés aux Thraces de l'antiquité et, en même temps, diffuse, au sein d'un public qui dépasse largement le cercle des spécialistes, la thèse que l'*unité culturelle européenne* actuelle repose sur des bases qui remontent aux anciens Thraces et qu'en connaissant mieux leurs origines communes les diverses cultures nationales des peuples de l'Europe se rapprocheront davantage. L'Europe de demain devra être non seulement économiquement et politiquement une, mais aussi, et surtout, *une vaste communauté culturelle*.

Cette initiative culturelle de la Fondation Européenne Dragan est née sous des auspices favorables; ont donné leur appui moral pour l'organisation du IIe Symposium de Thracologie de hautes institutions telles que l'Académie bulgare des sciences, l'Académie de la Roumanie, l'Académie des sciences politiques et sociales de la Roumanie, l'Université de Florence par son Institut de linguistique; ont pris part aux travaux ou ont envoyé des communications des savants membres d'académies, professeurs d'université, collaborateurs d'instituts de recherche et de musées de Bulgarie, Espagne, Grèce, Italie, Roumanie, Suède. En ouvrant les travaux, le président Dragan a souligné que le symposium de cette année se distinguera du premier par le déplacement du centre de l'attention vers l'Europe occidentale, sans toutefois négliger la Grèce et la péninsule de Haemus.

Il s'en distinguera aussi par un caractère plus nettement interdisciplinaire - qui est dicté par la nature même de l'objet de la Thracologie -, les communications d'archéologie et d'histoire politique et militaire s'ajoutant aux communications de linguistique, qui avaient dominé le Symposium de 1977. M. Dragan a enfin rappelé que la F.E.D. subordonne cette manifestation à une tâche unificatrice et pacifique par excellence et qu'elle veut promouvoir la *méthode des convergences*, c'est-à-dire trouver et étudier ce qui est semblable, analogue, complémentaire: «nous sommes à la recherche des dénominateurs communs, matériels et culturels».

Le Symposium a été ensuite salué dans de brefs allocutions par MM. *Georgiev*, de la part de l'Académie bulgare des sciences, *Condurachi*, membre de l'Académie roumaine et secrétaire général de l'Association des études sud-est européennes, *Sakellariou* (Université de Salonique), *Mastrelli*, directeur de l'Institut de linguistique de l'Université de Florence, et *Pelosi*, représentant le ministre italien de l'Instruction publique *Valitutti*, empêché au dernier moment de participer à cette réunion. Parmi les télégrammes envoyés pour souhaiter le succès du Symposium il y avait aussi celui du ministre italien des Biensculturels *Ariosto*.

Le rapport principal a été présenté par M. Emil Condurachi, qui a tracé les objectifs de ce Symposium et, en général, de la thracologie qui connaît en ce moment une période d'essor remarquable. Il a insisté sur l'importance du premier Etat thrace centralisé, dans les régions du Bas-Danube, de la fondation duquel nous séparent 2050 ans. Les grands déplacements de populations parties de ces régions dans la préhistoire vers l'Occident, les contacts et les interférences entre civilisations et cultures différentes dans le Sud-Est européen sont étudiés par la science d'aujourd'hui avec plus d'intérêt et de passion qu'autrefois, et représentent des thèmes majeurs proposés par l'UNESCO dans diverses manifestations scientifiques. On en reparlera lors du Congrès mondial d'histoire, qui aura lieu l'année prochaine à Bucarest. Ces recherches, même si elles ne sont pas de thracologie stricto sensu, mettent en lumière le rôle et l'importance des Thraces.

Dans l'espace limité de ce compte rendu il nous est impossible de résumer toute la richesse d'informations et de suggestions contenue dans les nombreuses communications présentées dans les séances du 13 et 14 novembre (la journée du 15 novembre a été occupée par une excursion dans le site étrusque de Cerveteri). Nous nous contenterons de quelques indications sommaires.

On a beaucoup discuté des Pélasges, sur la réalité historique de ce peuple antique et sur le caractère euro-indien de sa langue, mais surtout sur leur identification possible avec une importante tribu thrace (illyre?). Voir les communications de MM. *Georgiev* (*Thraces*,

Pélasges, Achéens, Ioniens, Doriens et leurs relations), Sakellariou (*Les Thraces par rapport aux Pélasges et à certaines ethnies grecques*), Braccesi (*I problemi della tradizione pelagica nell'alto adriatico*) et Radu Vulpe (*Thraces et Pélasges*).

Les relations entre les Thraces et les Grecs ont été évoquées par M. Irimia (*Les relations thraco-gètes avec les colonies grecques sur la côte de la Dobroudja*) et dans l'exposé de M. Adameşteanu, qui a présenté des résultats de ses fouilles archéologiques de notoriété mondiale entreprises dans la Magna Graecia. Toujours d'archéologie, mais dans le berceau de la civilisation thrace, se sont occupés MM. Petrescu-Dâmboviţa (*La métallurgie du bronze chez les Thraces de l'espace carpato-ponto-danubien*) et Deler (*Les monuments mégalithiques en Bulgarie*).

L'histoire politique des Thraces danubiens à l'apogée de leur développement avant la conquête romaine a fait l'objet de la communication de M. Condurachi (*Les actions militaires et politiques de Burébista et de Décébal dans le monde thrace du Sud du Danube*).

L'espace thrace - expression forgée par M. Dragan - est un vaste territoire que les Thraces ont occupé par des émigrations en vagues successives (voir la communication de M. Popov *La diaspora des Thraces*) et qui comprend aussi une zone assez étendue de la péninsule Ibérique. Les *Thraces-Etrusques* s'y sont dirigés par mer, les *Thraces-Illyres* par terre, à travers le Continent. Voilà les prémisses de l'exposé de M. Dragan: *Tartessos, une cité thrace en Ibérie*, qui a suscité un vif intérêt et a été amplement débattu par les participants. L'établissement de la tribu thraco-illyrienne des *Tartesses* (que les Romains appelaient *Turdetani*) dans la vallée du Guadalquivir peut être placé au XIII^e siècle av. J.-C.; ils y apportèrent une culture supérieure, l'organisation politique de royaume et développèrent la production et le commerce des métaux. M. Dragan parla longuement de la plus frappante découverte faite tout dernièrement sur les Turdétains: *leurs grands navires*, qui circulaient dans la Méditerranée et dans l'océan Atlantique, *ont atteint les côtes de l'Amérique du nord, à l'époque du bronze*.

Parmi les communications de linguistique, on retiendra celle de M. Pisani, qui proposa un nouvel essai de déchiffrement de la fameuse inscription sur l'anneau de Jézé-rovó, ainsi que celle de M. Crevatin (*Balceni e preistoria linguistica*), qui remit en discussion le grave problème méthodologique de la reconstruction de la langue primitive euro-indienne et de l'image qui en résulte de la parenté des idiomes euro-indiens.

On est habitué à déplorer le manque de documents anciens écrits en langue thrace et à signaler quelques maigres «vestiges» de la langue thrace dans l'albanais, le roumain, le grec, etc., mais on oublie de la sorte que nous disposons du roumain comme langue qui continue, certes, le latin oriental, mais est, en même temps, le résultat de la transmission ininterrompue du parler des Géo-Daces. Un ample exposé a été consacré à l'histoire de la langue roumaine par M. Lombard (*La position du roumain entre Orient et Occident, autrefois et aujourd'hui*), suivi par une discussion très animée sur le véritable poids des éléments slaves en roumain, ainsi que sur la quantité et la qualité du «substrat».

Dans la séance de clôture, après les conclusions, on a discuté et accepté la proposition de M. Dragan de tenir le III^e Symposium International de Thracologie en 1981, auprès du siège principal de la Fondation Européenne Dragan (Palma de Majorque). Un comité international restreint a été chargé de choisir, parmi les thèmes proposés, celui qui sera traité en cette occasion. Les participants se sont donnés rendez-vous à Vienne, où aura lieu le III^e Congrès International de Thracologie (2-5 juin 1980), organisé par les Académies des sciences de l'Autriche et de la Bulgarie.

Le Symposium de Rome a été un incontestable succès par la richesse, la variété et la portée des contributions; il convient de remarquer aussi l'esprit de cordialité et le désir de réaliser une oeuvre de coopération scientifique au plus haut niveau qui ont présidé aux travaux. Un dernier mot pour souligner l'excellente organisation.

Toutes les communications ainsi qu'une synthèse des discussions seront imprimées dans un volume d'«Actes» que la Fondation Européenne Dragan s'est engagée de publier au printemps de l'année prochaine.

H. M.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

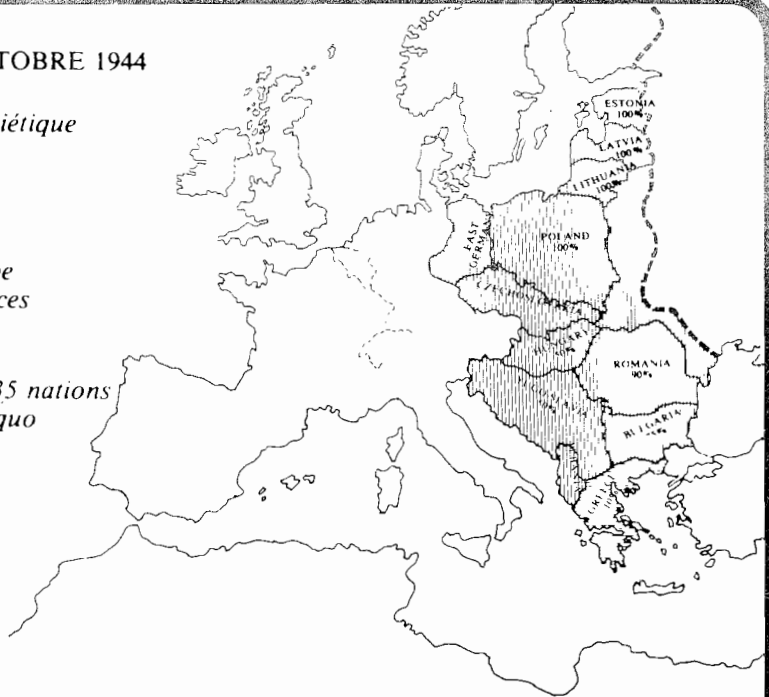
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>R.C. Hood:</i> Eurocommunisme et syndicalisme	1
<i>S. van Dych:</i> Les Pacificateurs/Jean-Paul II messenger de la paix	7
<i>F. Dessart:</i> Réflexion/L'Islam: facteur de développement	10
<i>L. Darms:</i> Lettre ouverte à une élue européenne	12
<i>M. Franz Karasek:</i> Le nouveau Secrétaire Général du Conseil de l'Europe	14
<i>P. van Oye:</i> L'enseignement et la recherche scientifique	15
<i>H. Müller:</i> Les Thraces - Histoire ancienne de l'Europe	17

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del
15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via Larga 11